

Editorial

Chers amis de la Syrie

Didier Destremau

Editorial

Didier Destremau 1

Avant-propos

Christiane Delplace 2

Contributions

• Les oubliés d'une frontière
à géométrie variable ?
Samir Abdulac 2

• Le retour des réfugiés
syriens?
Didier Destremau 3

• Intervention au Forum
Syndical International
de Damas les 8 et
9 septembre 2019
Alain Corvez 4

Colloques 7

Livres-Expositions 7

**Infos diverses et
notes de lecture** 12

Dernière minute 12

Que vous soyez ou non membres de notre association, en ma qualité de nouveau président de l'AFS, je salue tous ceux qui partagent par la pensée ou par leurs actions les souffrances des habitants de ce pays en proie à la guerre depuis huit ans. Cet interminable, cruel et mortifère conflit doit rapidement trouver son terme. Nos dirigeants ont certes plusieurs sujets de graves préoccupations internationales qui les occupent, mais il est impensable qu'ils ne s'attellent pas maintenant à trouver et imposer une solution dans ce pays duquel nous avons été si proches. C'est à vous tous que je fais appel aujourd'hui pour inciter ceux qui nous gouvernent de prendre rapidement les bonnes décisions. Il nous semble vital que la France s'engage à l'ONU et les autres instances compétentes, mais aussi, que bilatéralement avec nos partenaires internationaux, elle agisse pour imposer une vraie et durable paix et permettre la reconstruction et le retour des réfugiés.

Concernant nos relations avec la Syrie, il est indispensable que le lien entre nos deux peuples ne se rompe pas, qu'il se renforce et génère des actes concrets. Les sanctions existantes affectent avant tout la population qu'elles punissent injustement. Elles doivent être progressivement toutes levées et doivent être rétablis les canaux minimaux de dialogue entre Paris et Damas pour faciliter la vie de nos amis syriens. Le rétablissement des relations diplomatiques doit demeurer un objectif à atteindre dans des délais tolérables. Nous vivons en démocratie, et notre voix a du poids pour peu que nous la fassions entendre. Unissons-nous donc, adhérez à l'AFS, suggérez-nous des idées que nous mettrons en œuvre pour atteindre cet objectif si évident qui est de ne pas perdre l'amitié si précieuse du peuple syrien.

Avant-propos, *Christiane Delplace*

Le mercredi 3 avril 2019, l'Assemblée Générale ordinaire de notre association s'est tenue à l'Espace Laïque Jules Vallès, 72, av. Félix Faure 75015 - Paris, sous la présidence de P. Mouchon (président), assisté de S. Chatila (secrétaire général).

Après avoir entendu le rapport moral du Président, le rapport financier de la Trésorière, il a été procédé à l'examen des candidatures au nouveau Conseil d'Administration.

Ont été élus en qualité de membres du conseil d'administration pour une durée de cinq ans : Raja' Al Khoury, Sami Chatila, Alain Corvez, Christiane Delplace, François Delye de Mazieux de Clauzade, Didier Destremau, Neirouz Fahed, Fayez Hoche, Pierre Leriche, Christian Lochon, Patrice Mouchon, May Penrad Mobayed, Michel Raimbaud.

Lors de la première réunion du conseil d'administration, le lundi 27 mai, au restaurant Al Dar, 93, av. Raymond

Poincaré 75016 - Paris, les administrateurs ont coopté Caroline Galacteros comme membre du Conseil d'Administration, et attribué le titre de membre d'honneur de notre association au Père Michel Lelong. Le CA a également procédé à l'élection du nouveau Bureau constitué de Didier Destremau (Président), Neirouz Fahed (Vice-présidente), Sami Chatila (Secrétaire Général) et Raja Al Khoury (Trésorière). Christiane Delplace reste rédactrice de la Lettre de l'AFS.

L'AG du 3 avril 2019 avait été suivie d'une conférence de Fabrice Ballanche intitulée « Etat des lieux en Syrie à la lumière des nouvelles données géopolitiques ». Rappelons que F. Ballanche, géographe, est l'un des meilleurs connaisseurs de la situation proche-orientale. Il a notamment publié un remarquable Atlas du Proche-Orient arabe, Paris, PUPS & RFI, 2012.

Contributions

Les oubliés d'une frontière à géométrie variable ?, *Samir Abdulac*

Il y a juste cinquante-deux ans la population du Golan entamait son long exil. Aujourd'hui encore, elle est la plus oubliée parmi les oubliés de l'histoire.

En Syrie, la défaite de juin 1967 avait été trop traumatisante. Ensuite, la cause palestinienne devait continuer de primer et pourtant les nouveaux réfugiés étant Syriens, avaient les mêmes droits que leurs autres compatriotes et ne devaient pas vivre dans des camps séparés. Beaucoup s'étaient à l'époque établis dans la vieille ville de Damas. Aucune agence des Nations Unies, comme l'UNRWA, n'avait été

créée en leur faveur. Une amie architecte se souvient encore de son village d'origine, du côté de Baniyas. Quneitra n'avait pas été reconstruite après une évacuation israélienne ponctuelle en 1973 (et ses dynamitages systématiques) pour servir de musée en plein air de la « barbarie ». Existe-t-il au moins des statistiques sur le nombre actuel de ces réfugiés et de leur descendance ? Pendant les évacuations forcées auxquelles ils procédaient, les Israéliens n'avaient gardé que les Druzes, croyant faire une bonne affaire. Or, ceux-ci continuent d'agiter le drapeau syrien et ne peuvent plus parler à leurs parents et amis de l'autre côté des barbelés et des champs de mines

que par haut-parleurs. Souvenez-vous du film « La fiancée syrienne » avec Hyam Abbas. A l'époque, la grande presse occidentale ignorait ce nettoyage ethnique, préférant s'extasier sur les faits d'arme du si photogénique Moshe Dayan.

Elle ne l'évoque toujours pas d'ailleurs. En ces temps troublés, la raison du plus fort n'est-elle celle de Trump et Netanyahu...

<https://orientxxi.info/magazine/comment-les-generaux-israeliens-ont-prepare-la-conquete,1892>

Le retour des réfugiés syriens ?, *Didier Destremau*

Si les 21 millions d'habitants de la Syrie représentent moins d'un pour cent de la population mondiale, un tiers des réfugiés à travers le monde sont syriens. Sans parler des « déplacés internes », on estime que depuis 2011, plus de 5,8 millions de personnes ont fui le pays, principalement en Turquie (3,3 millions), au Liban (1 million) et en Jordanie (650 000). On compterait près de 5 millions qui vivent en dehors des zones contrôlées par le gouvernement syrien, qu'elles soient tenues par les Kurdes ou par les gens de Hayat Tahrir el-Cham (branche d'Al Qaïda en Syrie). En Europe, on estime le nombre de Syriens à un million. Ces flux de réfugiés déstabilisent les pays de la région, remettent en cause les politiques mondiales en matière d'asile et de migration et alimentent une réaction populiste en Occident qui mine la démocratie libérale. Il semble évident qu'une grosse majorité de ces exilés aspirent à ce retour, favorisé, et ce n'est donc pas surprenant, par quelques pays d'accueil débordés par leur nombre. Le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, Filippo Grandi, a déclaré qu'il était prévisible que 2019 soit la première année depuis le début de la guerre « où il y aura plus de Syriens (réfugiés et déplacés internes) qui rentreront chez eux que de nouveaux déplacés ». Les discussions internationales n'envisagent qu'une seule solution : renvoyer en Syrie tous les réfugiés une fois le conflit terminé. Les différentes négociations de paix en cours – telles

que le processus de Genève sous l'égide de l'ONU, et les pourparlers d'Astana, parrainés par la Russie, l'Iran et la Turquie – tiennent pour acquis que les réfugiés rentreront volontairement chez eux. Hélas, ce ne sera pas si simple...

Car, hors de Syrie, les réfugiés restent dubitatifs sur l'opportunité de revenir chez eux. Mais sous la pression qui croît, les restrictions à l'emploi qui deviennent plus prégnantes, les difficultés à obtenir des documents de séjour ainsi que des droits aux soins et à l'éducation qui augmentent, il est évident que beaucoup s'y résigneront.

Lors d'une conférence sur la Syrie en mars 2019 à Bruxelles, le retour des réfugiés syriens dans leur pays comme étape indispensable et préalable à la reconstruction a été évoqué même si la situation en Syrie est loin d'être stabilisée. C'est le principal message ressorti de cette conférence « Supporting the Future of Syria and the Region », qui vient de se tenir à Bruxelles. Les diplomates européens ont reconnu les difficultés de l'Europe à isoler le Président Bashar al-Assad, au moment où les États-Unis envisagent de retirer leurs troupes.

L'UE a rappelé qu'un soutien à la reconstruction à long terme dépendrait du processus de paix de l'ONU pour mettre fin à la guerre. Les Européens sont toutefois divisés sur ce sujet, d'autant que le processus de paix de l'ONU est bloqué, que l'intervention militaire russe depuis 2015 s'avère décisive et que les pays arabes voisins envisagent de rétablir des liens

diplomatiques. « Les États-Unis se retirent et les Russes n'ont pas l'argent. Voilà le contexte », a expliqué un haut fonctionnaire de l'UE, cité par Reuters. L'Allemagne, la France et les Pays-Bas défendent ouvertement l'idée de libérer les fonds de reconstruction uniquement quand le pays aura démarré sa transition politique et que Bashar-al-Assad ne sera plus au pouvoir. L'Italie, l'Autriche et la Hongrie, grands détracteurs de la politique migratoire européenne, plaident en revanche pour une négociation avec les autorités syriennes pour que les millions de réfugiés puissent rentrer chez eux. Il est symptomatique de relever qu'aucun représentant officiel de la Syrie n'avait été invité à la conférence. La cheffe de la diplomatie européenne, Federica Mogherini, a déclaré qu'il y avait un risque que le pays se retrouve coincé dans une situation de « ni guerre ni paix ».

C'est dans un contexte de grandes destructions, avec des zones encore dangereuses et un manque de produits de première nécessité (nourriture, médicaments, eau) et d'emplois que de nombreux Syriens sont incités à rentrer chez eux. Les agences humanitaires font ce qu'elles peuvent, mais si un très grand nombre de déplacés internes et quelques réfugiés prennent la décision difficile de revenir dans leurs demeures, les produits de première nécessité leur manqueront cruellement. Dans le cadre de l'appel de l'ONU, 3,3 milliards de dollars seraient nécessaires pour venir en aide aux déplacés internes et 5,5 milliards de dollars pour les réfugiés et les communautés d'accueil dans les pays voisins. Le Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires, Marc Lowcock, a déclaré à la presse que les engagements financiers s'élevaient « au moins à

6,5 milliards de dollars et peut-être même à près de 7 milliards de dollars, ce qui est un très bon résultat ». Federica Mogherini a déclaré que l'UE contribuerait à hauteur de 560 millions d'euros pour venir en aide au peuple syrien durant l'année 2019 et que le même montant serait libéré les années suivantes.

Après toutes ces considérations venons-en aux faits. 56 000 Syriens seraient déjà officiellement rentrés chez eux en 2018 mais ce chiffre est certainement plus élevé.

Faut-il prêter foi au réseau syrien pour les droits de l'homme qui affirme que plus de 2.000 personnes ont été emprisonnées par les autorités à leur retour en Syrie, tandis que des centaines d'autres auraient, elles, été arrêtées par les rebelles. Certains se seraient de nouveau exfiltrés eux-mêmes du pays pour éviter un tel sort... Il est clair que circulent nombre d'informations incontrôlables qui ne sont pas de nature à rassurer les gens et à provoquer la décision du retour. Le choix semble cornélien : en effet, favoriser le retour des réfugiés au lieu de le différer contribuerait-il à renforcer la légitimité du gouvernement. Le Liban voisin qui ne comprend plus la politique étrangère de son ancienne puissance mandataire y pousse Paris ? Et contribuer financièrement ou techniquement à la reconstruction du pays, serait-ce admettre qu'on reconnaisse le gouvernement de Damas, déjà pris entre le marteau russe et l'enclume iranienne ?

On le constate, en dépit de leurs profondes et intimes aspirations, les réfugiés et déplacés ne sont pas encore de retour dans leurs villages. Ce reflux n'est, hélas, pas directement lié à la fin des opérations militaires.

Intervention au Forum Syndical International de Damas les 8 et 9 septembre 2019, *Alain Corvez*

Les observateurs objectifs des événements tragiques de Syrie savent tous qu'il ne s'agit

pas d'une crise sociale interne à cette vieille nation du monde arabe connue pour sa tradition

ancienne de cohabitation harmonieuse entre ses multiples communautés, juives, musulmanes et chrétiennes, mais du déploiement de l'impérialisme occidental, dirigé par l'alliance américano-sioniste à laquelle s'agrègent ses vassaux européens et arabes pour renverser un gouvernement qui n'a pas accepté de se soumettre à ses exigences. Cet impérialisme du mal dissimule plus ou moins ses visées derrière de fausses allégations de protection des populations ou de lutte contre un terrorisme barbare qu'il a lui-même créé et, s'affranchissant des règles internationales, justifie ses interventions militaires, directes ou par des complices, sous de faux prétextes, utilisant une presse aux ordres pour faire entériner ses exactions.

Depuis l'effondrement de l'Union Soviétique, les Etats-Unis sont atteints d'une « hubris », d'une démesure, qui les persuade, du moins leurs dirigeants jusqu'ici, qu'ils sont la « nation indispensable, la nouvelle Jérusalem », qui doit guider le monde vers le destin unique du « mode de vie américain. » Il me semble que Donald Trump a compris l'erreur d'une telle conception opposée à la réalité d'un monde multilatéral qui se met en place inéluctablement, ses discours de campagne le prouvent. Mais s'il s'efforce de se libérer des forces qui l'empêchent d'appliquer son programme et qui le menacent par toutes sortes de moyens depuis son élection, il doit en permanence donner des gages d'obéissance à ces évangélistes et sionistes pour ne pas être menacé de destitution ou subir d'autres avanies plus radicales, ces derniers le rappelant constamment à leur conception de la suprématie de l'Amérique et du dollar. D'où ses déclarations et décisions contradictoires à parfois quelques heures d'intervalle seulement.

Les drames de notre époque proviennent en grande partie de ce fait : la première puissance mondiale n'est pas dirigée par son gouvernement mais par des groupes de pression plus ou moins officiels, notamment celui des sionistes associés aux évangélistes, et propage ses désordres internes à l'ensemble du monde.

Son deuxième mandat devrait être différent car certaines déclarations de dirigeants, comme certains votes des assemblées, semblent indiquer que la majorité de l'importante diaspora juive américaine, convaincue depuis longtemps que le puissant mais minoritaire AIPAC (American Israel Public Affairs Committee) qui influence le gouvernement et le Congrès et décide de la politique étrangère, estime que ce soutien indéfectible à la politique israélienne extrémiste dessert la politique américaine, et même celle d'Israël, et entendrait maintenant ne plus laisser ces fanatiques, puissants mais minoritaires, imposer leurs vues contraires aux intérêts des Etats-Unis.

On sait que l'intervention militaire de la Russie en Syrie, initiée en septembre 2015 à la demande du gouvernement syrien en difficulté, au moment où les augures occidentaux ne donnaient plus au Président Bachar el Assad que quelques jours ou quelques semaines avant d'être renversé par les islamistes, a rapidement rétabli la situation et, sans les manœuvres dilatoires occidentales, aurait déjà permis d'en finir avec les hordes sauvages qui terrorisent encore les populations civiles dans la région d'Idlib et sur les rives de l'Euphrate, protégées par les forces occidentales qui n'ont pas encore reconnu leur défaite.

On sait aussi que le Hezbollah est intervenu dès le début des événements, jugeant que le Liban était directement menacé par les actions islamistes à l'intérieur et à l'extérieur de ses frontières, de même que l'Iran dont l'action déterminante a été d'un grand secours à l'Armée syrienne, et qui savait être aussi la cible suivante.

L'entente entre l'Iran, le Liban, la Russie et la Syrie se fonde sur des intérêts stratégiques communs qui dépassent les personnalités au pouvoir à Téhéran, Beyrouth, Moscou ou Damas et nécessite une coordination de leurs géopolitiques qui n'a rien à voir avec les humeurs que certains journalistes croient déceler chez les uns ou les autres.

Les Occidentaux et leurs alliés arabes séoudiens, émiratis et qataris, associés aux

Turcs ont, dès le début, alimenté les terroristes de diverses obédiences en argent, matériel et armement, ajoutant des sanctions économiques qui pénalisent d'abord le peuple syrien et contreviennent frontalement aux droits de l'homme qu'ils prétendent défendre, espérant une révolte contre le gouvernement qui non seulement ne s'est pas produite mais a soudé les Syriens derrière leurs dirigeants car ils avaient bien compris quelle était la source de leurs malheurs.

Il faut dire et répéter que ces terroristes, s'inspirant de dévoiements divers de l'islam, commettent des crimes odieux, insoutenables, même pas bestiaux car les animaux ne se comportent pas ainsi, dont ils diffusent des images de propagande de leur terreur de grande qualité grâce à des moyens sophistiqués de communication que des firmes occidentales leur fournissent. Leurs commanditaires sont multiples et l'on assiste parfois à des combats entre bandes rivales pour des raisons conjoncturelles, mais prônant toujours l'installation d'un régime de terreur islamique à Damas.

Grâce à la fine diplomatie russe, seule capable de parler à tous les protagonistes de la crise, Moscou est parvenu à constituer une entente fragile mais positive entre elle, l'Iran et la Turquie dont les intérêts ne sont pourtant pas tous identiques, mais qui a permis des avancées substantielles au cours de rencontres à Sotchi et Astana, amenant Ankara à composer dans son soutien à ses propres terroristes. Moscou joue une partition délicate, cherchant à donner des garanties de sécurité à Israël, pays où environ un million de ses ressortissants sont installés, c'est tout dire, et maintenant des échanges difficiles avec les responsables américains, bien qu'il sache parfaitement que ceux-ci font tout pour empêcher la réussite de la solution russe. Mais les Américains sont en perte d'influence localement, leurs trahisons successives des Kurdes, comme leurs bombardements désastreux des rives de l'Euphrate les rendent maintenant indésirables même de la part de leurs anciens

alliés. La Turquie dont la question kurde est une obsession existentielle, malgré ses positions souvent ambiguës a intérêt à conserver l'appui russe que Moscou lui propose et ne fait aucune confiance aux Etats-Unis. Elle cherche à diviser la communauté kurde dans les trois autres pays qui en abritent une communauté importante par différentes manœuvres mais ne peut que constater que celles-ci préfèrent majoritairement rester fidèles aux gouvernements centraux de Damas, Bagdad et Téhéran.

Je veux dire ici aux Syriens qui m'écoutent que de nombreux Français sont hostiles à la politique d'alignement sur les objectifs odieux des Etats-Unis, et d'ailleurs que le peuple français n'a pas été consulté sur cette politique. De même que les autres peuples européens. Quand on voit les dégâts que produit la politique américaine contre l'Iran avec des sanctions portant sur des produits de première nécessité comme les médicaments, dégâts économiques pour les entreprises françaises et européennes, il serait temps que la France et l'Europe réalisent enfin que les Etats-Unis ne sont plus leur allié mais un rival brutal qu'aucun principe éthique n'arrête, ni même les règles internationales entérinées par l'ONU. L'opinion publique française me semble de plus en plus se réveiller et dénoncer les excès dramatiques d'un atlantisme devenu fou. Il lui reste à convaincre ses dirigeants, empêtrés dans des crises internes et au sein de l'Union Européenne, que leur propre intérêt est de sortir de cette idéologie, car c'en est une, pernicieuse. Les sanctions contre la Syrie doivent être supprimées au plus vite, d'abord pour alléger les souffrances du peuple, ensuite pour préparer le retour inéluctable de cet important pays arabe dans le concert des nations où son rôle est attendu et se précise de plus en plus. Sous la conduite de ses dirigeants auréolés de la victoire contre le terrorisme, le peuple syrien pourra alors reconstruire son pays détruit par le complot occidental, avec toutes les qualités qu'on lui connaît de courage et d'ingéniosité, aidé par les alliés puissants qui ne l'ont jamais abandonné comme la Russie, la Chine et l'Iran et bien d'autres.

Colloques

Le samedi 22 juin, s'est tenu, à la Maison de la Chimie, à Paris, le colloque du CIGPA (Centre International de géopolitique et de prospective analytique) portant sur le thème suivant : **Retour des djihadistes en Europe, que faire? L'imbroglie politique, éthique, juridique et sécuritaire.**

Auto-proclamé en 2014 califat sur les territoires qu'il contrôlait en Irak et en Syrie, l'Etat dit islamique (EI) a été vaincu et défait. Mais son idéologie théocratique et totalitaire n'a pas pour autant disparu. Plus dangereux encore, plusieurs milliers de djihadistes qui y ont adhéré et qui ont pu échapper à la puissance de feu des Russes et des Alliés occidentaux, sont soit dans la nature, soit détenus par les forces armées irakiennes, syriennes et kurdes, soit en hibernation en Europe et au Maghreb.

Que faire des islamo-terroristes emprisonnés, qui ont commis les pires exactions en Irak et en Syrie et qui ont déclaré la guerre à leur pays d'origine ou d'adoption, la France en l'occurrence ? Faut-il, comme semble le préférer l'actuel gouvernement, qu'ils soient jugés là où ils ont commis leurs crimes, au risque de se

faire condamner à mort, peine capitale abolie en France et en Europe en général ? Ou faudrait-il les rapatrier dans leurs pays d'origine où ils auront des « procès équitables », comme le soutiennent certains milieux des droits de l'homme ainsi que les avocats des terroristes ? Ou faut-il encore s'en laver les mains en déléguant leur jugement à un Tribunal pénal international, ce qui arrangerait à la fois les gouvernements européens concernés, les pays où ils sont détenus et les ONG des droits de l'homme ? Autant de questions et davantage d'interrogations d'ordre juridique, éthique, politique, sécuritaire et géopolitique, auxquelles vont répondre d'illustres experts européens, d'éminentes personnalités politiques, des philosophes, ainsi que des journalistes célèbres.

Le jeudi 4 juillet, au Patronage Laïque Jules Vallès, à Paris, le Collectif pour la Syrie a organisé une conférence - débat portant sur **Ces années syriennes où se dessine un nouvel ordre international**, avec Anis Nacrou, ancien chef de la délégation de l'union européenne en Syrie, et Michel Raimbaud, ancien ambassadeur de France et membre du Conseil d'Administration de notre association.

Livres - Expositions

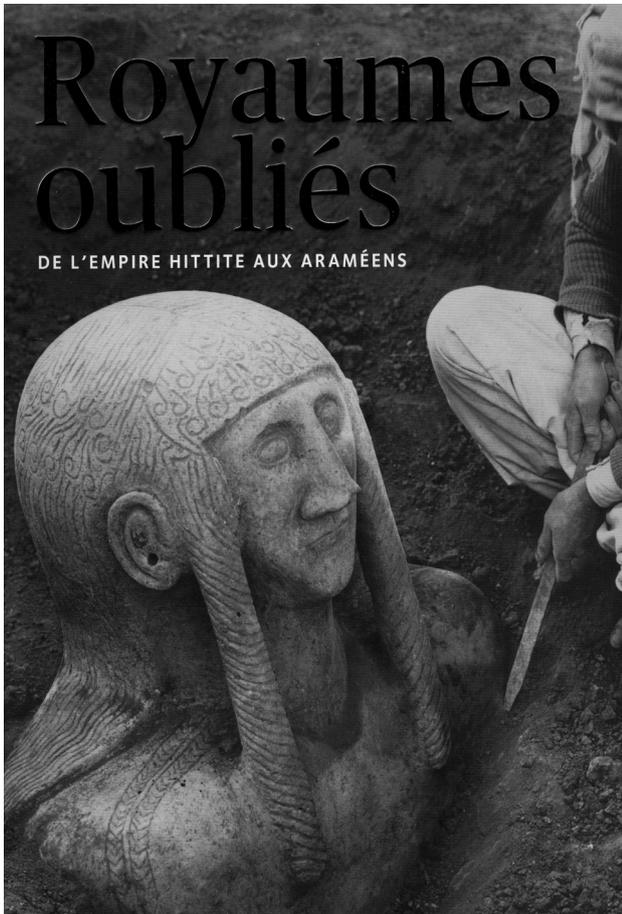
Royaumes oubliés. De l'empire hittite aux Araméens.

Exposition présentée au Musée du Louvre, Paris, du 2 mai au 12 août 2019. Catalogue sous la direction de V. Blanchard, Musée du Louvre - Liénart éditions, Paris, 2019.

L'Empire hittite, grande puissance rivale de l'Egypte antique, domina l'Anatolie et étendit son influence sur le Levant jusqu'aux alentours de 1200 av. J.-C. Sa capitale, Hattusa, fut alors abandonnée pendant que prenait fin son emprise politique.



Mishirfeh-Qatna, Rosette découverte en 2002, dans l'hypogée du palais royal (Age du Bronze Moyen).



Couverture du catalogue

Sa chute se traduit par l'émergence de petites principautés, les royaumes néo-hittites et araméens, dans les territoires de la Turquie et de la Syrie modernes. Certains de ces royaumes étaient dirigés par les descendants des anciens gouverneurs hittites devenus rois, tandis que d'autres étaient fondés par des chefs de tribus araméennes anciennement nomades, décidés à régner depuis une capitale dont les monuments exalteraient leur pouvoir et leur ferveur à l'égard des dieux.

Ces principautés, héritières des traditions politiques, culturelles et artistiques de l'empire disparu, s'épanouirent pendant deux siècles avant d'être conquises une à une par un nouvel empire, celui des Assyriens, qui domina l'ensemble du Proche-Orient jusqu'à la fin du VIIe siècle av. J.-C. Trois cents œuvres réunies pour la première fois en France font revivre les décors majestueux de ces royaumes



Citadelle d'Alep : dans la cella du temple du dieu de l'orage (XIIIe - XIe s. av. J.-C.).

oubliés : Karkemish, Sam'al, Masuwari, Palastin, Hamath, Gurgum, Malizi ou encore le Bit-Bahiani. De tous ces royaumes, le Bit-Bahiani est celui qui a livré les vestiges les plus impressionnants, découverts au début du XXe siècle à Tell Halaf, le site de son ancienne capitale Guzana, par le baron Max von Oppenheim, qui les rapporta à Berlin. Exposés dans un musée créé pour l'occasion, le Tell Halaf Museum, ils furent victimes des bombardements de la Seconde guerre mondiale, mais, minutieusement restaurés, ils sont aujourd'hui le fleuron du Pergamonmuseum.



Tell Halaf, statue du dieu de l'orage restaurée (XIIIe - XIe s.)

Malgré la conquête assyrienne, l'héritage de ces petits Etats ne disparut pas totalement et exerça son influence sur le conquérant, autant par ses décors monumentaux que par la pratique continue de la langue araméenne, appelée à devenir la langue la plus parlée au Proche-Orient pendant l'Antiquité.

M. Duclos, *La longue nuit syrienne*, Paris, Ed. de l'Observatoire, 2019.

Ancien ambassadeur de France en Syrie de 2006 à 2009, M. Duclos examine les facteurs qui, en une dizaine d'années, ont mené la Syrie en enfer : la dynamique des forces sociales et des haines confessionnelles, le jeu des interventions extérieures, l'émergence de Daech et les choix personnels d'un homme, Bachar al-Assad, dont il dresse un saisissant portrait. Aujourd'hui, une autre guerre, impliquant plus directement les puissances extérieures - Turquie, Iran, Israël, Etats-Unis et Russie -, a succédé à la guerre civile. Les régimes néo-autoritaires ne sont-ils pas les grands bénéficiaires du conflit

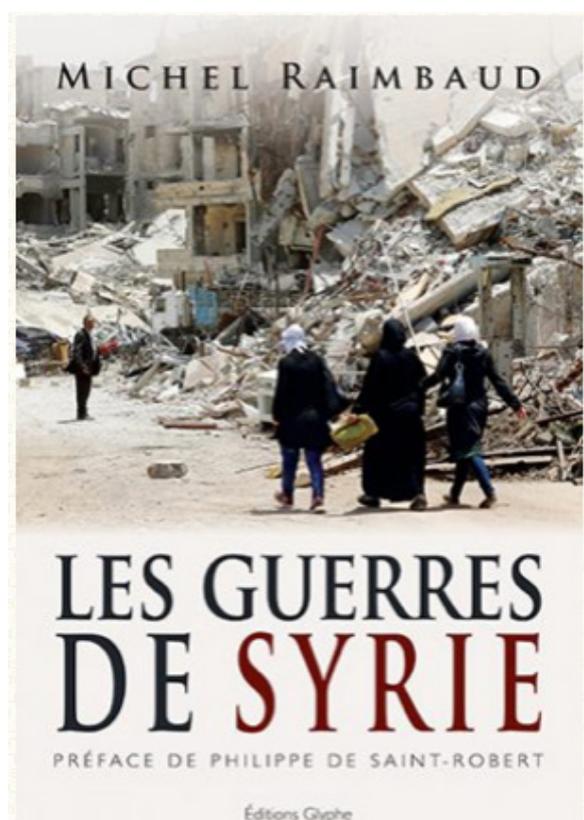
syrien, comme jadis la guerre d'Espagne avait servi de catalyseur à la montée en puissance des Etats totalitaires ?

L'impuissance de la diplomatie est-elle devenue une fatalité ?

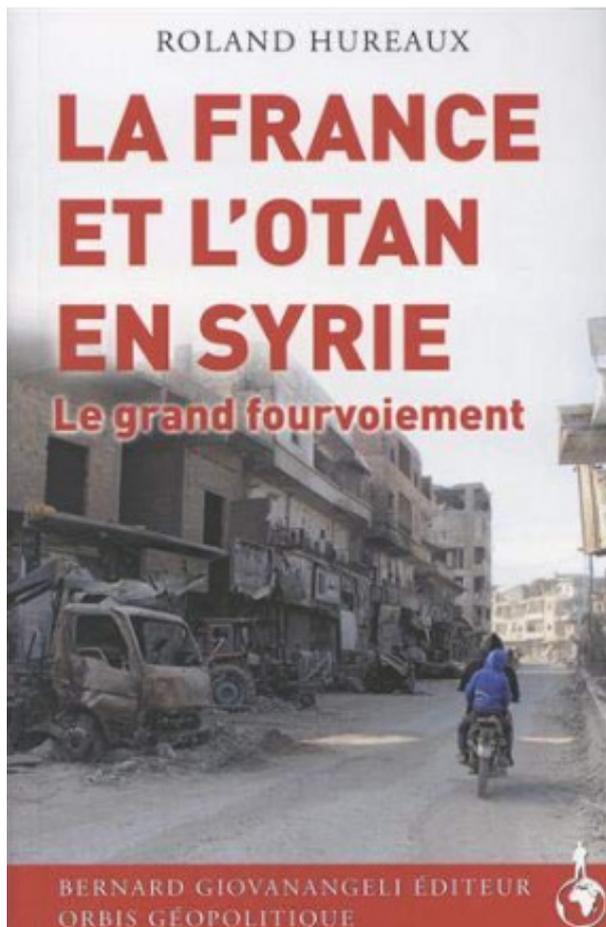


M. Raimbaud, *Les guerres de Syrie*, Ed. Glyphe, 2019.

Le conflit de Syrie a de multiples facettes dont la plupart ne sont jamais évoquées. On peut recenser une quinzaine de guerres concernant 120 pays (gouvernements, armées, agents spéciaux, milices ...). Au-delà des objectifs stratégiques, économiques et religieux, deux visions de l'ordre mondial s'opposent. Cette tragédie, qui a fait des centaines de milliers de morts, des millions de réfugiés, est difficile à éteindre, aucun belligérant n'ayant déclaré la guerre. Les enjeux réels, les acteurs, restent inconnus du public, une désinformation massive s'employant à occulter l'agression internationale dont est victime la Syrie. L'issue annoncée de la guerre rendra peut-être justice au peuple syrien, martyrisé, mais résilient.



Roland Hureaux, *La France et l'OTAN en Syrie. Le grand fourvoisement*,
B. Giovanangeli éd., 2019



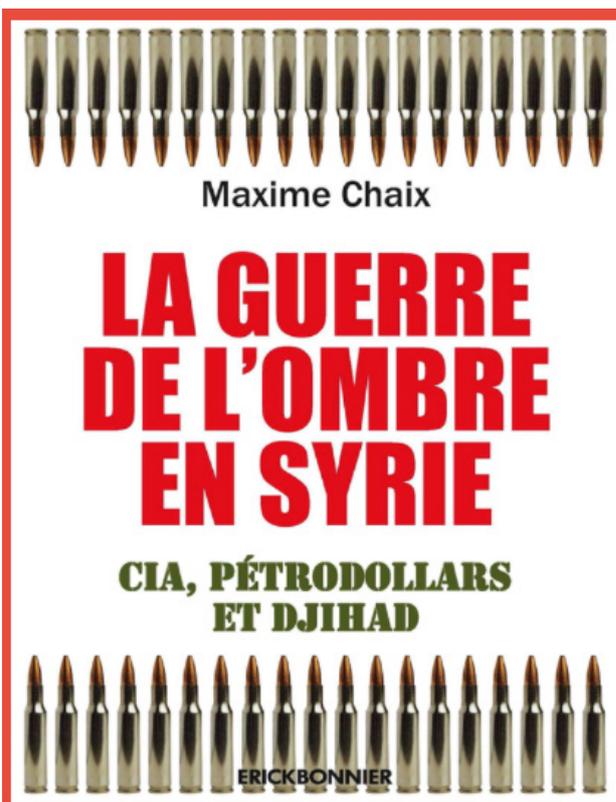
Compte rendu de R. Labévière (<http://www.comite-valmy.org/spip.php?article11020>)

Maxime Chaix, *La guerre de l'ombre en Syrie. CIA, Pérodollars et djihad*,
Erick Bonnier éd., 2019.

Opération Timber Sycamore. Ce nom de code ne vous dit peut-être rien. Il désigne pourtant une gigantesque guerre de l'ombre, dont le principal objectif était de renverser Bashar el-Assad.

Menée par la CIA et ses alliés dès l'automne 2011, puis stoppée à partir de l'été 2017, cette

campagne secrète attira peu l'attention des médias occidentaux. Or, elle mobilisa des milliards de dollars et des dizaines de milliers de tonnes d'armes et de munitions, aidant ainsi une rébellion dont les forces les plus efficaces étaient liées ou affiliées à al-Qaïda. Fruit de cinq années de recherches, cet ouvrage explique comment Washington, Londres, Paris et leurs alliés du Moyen-Orient ont soutenu la nébuleuse djihadiste anti-Assad, y compris l'« État Islamique ». Interrogeant certains des plus grands experts de la Syrie et du monde arabe, l'auteur nous décrit comment – sous couvert d'appuyer des « rebelles modérés » –, les puissances occidentales et leurs alliés ont renforcé la même mouvance islamiste accusée des attentats du 11-Septembre et du Bataclan. Une enquête percutante et dérangeante, qui remet en cause bon nombre d'idées reçues sur le conflit syrien.



C. Hennion, *Le fil de nos vies brisées*,
Anne Carrière éd., 2019.

Cécile Hennion
**Le fil
de nos vies
brisées**



Alep était le lieu de vie de milliers de familles.
Une ville détruite, cassée, réduite à l'inexistence,

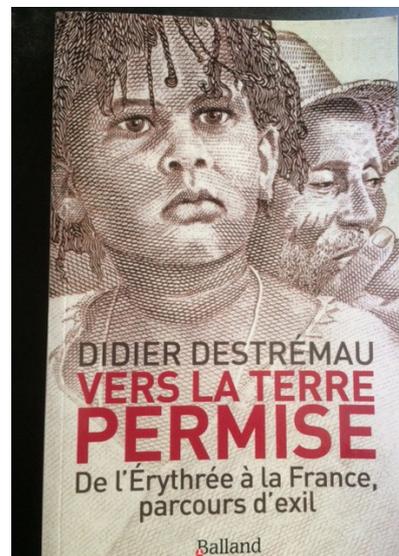
sauf à la chercher dans la mémoire des vivants. Ce sont leurs voix que ce livre recueille, leurs souvenirs de ce monde disparu, de ses traditions perdues. Les récits d'enfance, des projets d'adolescents, du quotidien s'égrènent dans les ruelles du vieil Alep, se répondent parfois, sans jamais être à l'unisson. Cet effet kaléidoscope s'amplifie au moment d'évoquer la révolution, la guerre et la survie - selon les moyens propres à chacun. Les mots de ceux qui ont embrassé la voie du changement, qui se sont engagés pour elle à n'importe quel prix, n'occulent pas les mots de ceux qui n'eurent d'autre choix que de subir. Joie, solidarité, amour, illusions, peur, confusion ... L'arrivée des « soldats de la liberté » entraîna la division de la ville en Est et Ouest, telle une fracture irréparable, séparant amis, familles et amoureux. Désillusions, colère, dégoût. Dieu fit une entrée fracassante avec ses cavaliers noirs. Foi, enfermement, incompréhension. Puis le pilonnage au hasard des explosions de bombes barils faucha les vies, les foyers. Deuil, douleurs, abandon. La plupart du temps : se relever. Dans une trame d'événements surréalistes à force d'être monstrueux percent partout les élans vitaux d'une communauté.

Didier Destremau, *Vers la terre permise*,
Balland éd., 2019.

Encore tout jeune un Erythréen est obligé d'émigrer pour fuir la famine et la mort qui ont déjà décimé sa famille. Après de multiples avanes, il se retrouve dans un monastère en Ethiopie mais ne voulant pas devenir moine décide de repartir sur les routes. Ses pérégrinations l'emmènent au Soudan puis en Libye où il demeure deux ans comme esclave sur un chantier agricole. Grâce à un concours de circonstance quasi miraculeux, il atterrit en Italie puis se réfugie en France.

Pour mythique qu'il parait ce périple périlleux est celui vécu par Adonaï qui, dans la famille

de l'auteur, s'occupe avec diligence et amour d'une jeune fille fortement handicapée. Par le travail et l'application, il est en train de réussir son intégration dans notre pays.



Informations diverses - Notes de lecture

« **Comment peut-on être Syrien ?** », Pierre Prier, La Lettre d'Orient XXI, 19 septembre 2019.

Dans cet article, l'auteur nous donne le compte rendu de trois ouvrages récents concernant la Syrie :

- Matthieu Rey, *Histoire de la Syrie, XIXe - XXe siècle*, Fayard, mars 2018. 395 p.
- Leila Al-Shami & Robin Yassin-Kassab, *Burning Country. Au cœur de la révolution Syrienne*, L'Echappée, 2019. 366 p.
- Frank Mermier (dir.), *Ecrits libres de Syrie. De la révolution à la guerre*, Classiques Garnier, 2018. 278 p.

Entretien avec Georges Corm (par Sylvain Mercadier) dans La Lettre d'Orient XXI, 25 septembre 2019.

Juriste, politologue, économiste, ancien ministre de l'économie du Liban, G. Corm a publié de nombreux livres sur la région. En fin d'entretien, parlant de la situation en Syrie, il écrit : « Le problème de la Syrie aujourd'hui est vraiment la Turquie qui a pris le contrôle de pans entiers du territoire syrien en s'appuyant sur des milices islamistes. De plus, la présence des contingents français et américains est également à dénoncer. A l'époque du mandat, la France avait d'ailleurs un projet de balkanisation de la Syrie en Etats à caractère confessionnels, projet rejeté par la population syrienne dans son ensemble. Cet occupant a laissé un souvenir très douloureux aux Syriens en bombardant violemment Damas et le djebel druze durant son occupation du pays au titre du mandat de la Société des Nations (SDN). Ceci sans parler de la cession par la France, qualifiée de « fille aînée de l'Eglise », de la région d'Antioche haut lieu du christianisme des origines, à la Turquie

en 1939 pour prix de sa neutralité dans la guerre mondiale qui se profilait à l'horizon. Tout cela est affligeant ».

Notre ami Samir Abdulac nous signale un article paru dans International Journal of Communication, 13, 2019, 3225-3243, portant sur *l'image de l'enfant dans le conflit syrien*.

Dernière minute

Le mardi 29 octobre, l'AFS a invité le journaliste franco-libanais Sami Kleib, spécialiste des questions géo-politiques du Proche-Orient, à présenter une conférence sur le thème suivant :

« **Que veulent les Etats-Unis de la Syrie ?** », La conférence sera suivie d'une séance de dédicaces de son dernier livre : *Syrie. Documents secrets d'une guerre programmée*.

• MISE AU POINT •

SAMI KLEIB

SYRIE

DOCUMENTS SECRETS
D'UNE GUERRE PROGRAMMÉE

CONFIDENTIEL

LIRE EST UN DON

1 livre acheté = 1€ reversé

La conférence se tiendra au restaurant Al Dar (93 av. Raymond Poincaré 75016 Paris), de 18 h.30 à 20 h.30.